

Nîmes, le **18 DEC. 2023**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère
Cellule risques anthropiques
89 rue Weber
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2023-072-DREAL

complémentaire à l'arrêté préfectoral n° 06.018N du 3 mars 2006 valant agrément
d'installation pour une utilisation confinée à des fins de production industrielle
d'organismes génétiquement modifiés de classe I

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L532-2 et L532-3 relatif à toute utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination du préfet du Gard – Monsieur Jérôme BONET ;
- VU** le décret du 3 décembre 2020 nommant M. Frédéric LOISEAU, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Gard ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 06.018N du 3 mars 2006 autorisant la société SANOFI-CHIMIE à procéder à l'extension de son usine de fabrication de produits chimiques située sur le territoire de la commune d'Aramon ;
- VU** le donné acte du Préfet du Gard en date du 28 octobre 2016 de réactualisation des rubriques ICPE suite au décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 juin 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2680-1 ;
- VU** les demandes d'utilisation confinées d'organismes génétiquement modifiés de classe I transmises par l'exploitant en mars 2006 , décembre 2021 et mai 2023 ;
- VU** les rapports de l'inspection des installations classées en date des 16 mars 2023 et 18 septembre 2023;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 18 septembre 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la société SANOFI CHIMIE est autorisée par arrêté préfectoral n° 06.018N susvisé à exploiter l'usine de fabrication de principes actifs pharmaceutiques sur la commune d'Aramon ;

CONSIDÉRANT que l'établissement dispose de la rubrique 2680-1 et est donc autorisé à mettre en œuvre dans un processus de production industrielle des organismes génétiquement modifiés de groupe I ;

CONSIDÉRANT que depuis le 1^{er} janvier 2022 suite à une évolution du code de l'environnement, conformément à son article L532-3 « toute utilisation confinée, notamment à des fins de [...] production industrielle d'organismes génétiquement modifiés, ne peut être mise en œuvre que dans une installation agréée » ;

CONSIDÉRANT les conclusions figurant dans les rapports de l'inspection des 16 mars 2023 et 18 septembre 2023 suite à l'instruction des dossiers de demande d'utilisation confinée d'OGM à des fins de production industrielle au sein des ateliers 5, 6 et 7 du bâtiment 31 ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence il est nécessaire d'établir un agrément pour l'installation concernée ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Bénéficiaire

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société SANOFI CHIMIE sur son site industriel situé sur le territoire de la commune d'Aramon sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – Agrément d'installation pour l'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés de classe I à des fins de production industrielle

La rubrique 2680 de la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2006 est actualisée comme suit :

| Rubrique ICPE | Désignation de la rubrique | Caractéristiques | Régime |
|---------------|--|---|--------|
| 2680-1 | Installations où sont utilisés de manière confinée dans un processus de production industrielle des organismes génétiquement modifiés, à l'exclusion de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés qui ont reçu une autorisation de mise sur le marché conformément au titre III du livre V du code de l'environnement et utilisés dans les conditions prévues par cette autorisation de mise sur le marché. 1. Utilisation d'organismes génétiquement modifiés de classe de confinement 1 | Atelier de développement et de fabrication Biochimie Ateliers 5, 6 et 7 du bâtiment 31 Organismes génétiquement modifiés de groupe I – classe 1 | D |

Les installations mettant en œuvre de manière confinée des organismes génétiquement modifiés de groupe I sont à exploiter conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 2 juin 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2680-1.

Article 3 – Sanctions administratives

Dans le cas où les obligations prévues par le présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans les délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérécourse Citoyens » accessible à partir du site internet www.telerecours.fr :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 6 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la DREAL Occitanie, le directeur de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard et le maire d'Aramon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société

Le Préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Frédéric LOISEAU

